

Vers un actionnaire européen ?

Malgré la monnaie unique, l'actionnaire individuel reste encore marqué par ses préférences domestiques. Une communication adaptée devrait permettre aux entreprises européennes de séduire les porteurs au-delà des frontières.

Eric Raynaud
Responsable du développement
W & Cie

■ La bascule des marchés de capitaux à l'euro est aujourd'hui considérée comme un succès, et tout le monde a encore en mémoire le bond réalisé par le CAC 40 le 4 janvier dernier. Mais à l'heure où les marchés européens ne font pratiquement plus qu'un, qu'en est-il de l'opinion des premiers intéressés : les actionnaires individuels ? Peut-on dresser à ce jour le portrait type de l'actionnaire individuel européen ? C'est pour répondre à ces questions que W & Cie a lancé, avec Ipsos, l'observatoire de l'actionnaire individuel européen. A plus long terme, l'objectif est également de recenser les comportements des actionnaires sur les marchés européens pour permettre aux entreprises de mieux les cerner et savoir comment les aborder. Cette première enquête a été menée auprès de 728 actionnaires français, allemands et britanniques pour déter-

miner plus précisément leurs attentes concernant l'euro, leurs motivations et réactions face à la conjoncture, et connaître leurs besoins en matière de communication. Le résultat d'ensemble est simple : l'actionnaire individuel européen n'existe pas encore, mais les détails de l'enquête sont instructifs à plusieurs égards.

L'importance de l'information financière

A l'échelon des trois pays, c'est la rentabilité financière qui constitue le premier critère de l'achat des actions d'une entreprise (36 %) ❶. Cette prééminence se retrouve parmi les différentes catégories socio-démographiques mais on distingue cependant une différence selon les pays considérés : si le critère de la performance financière se retrouve en première position en

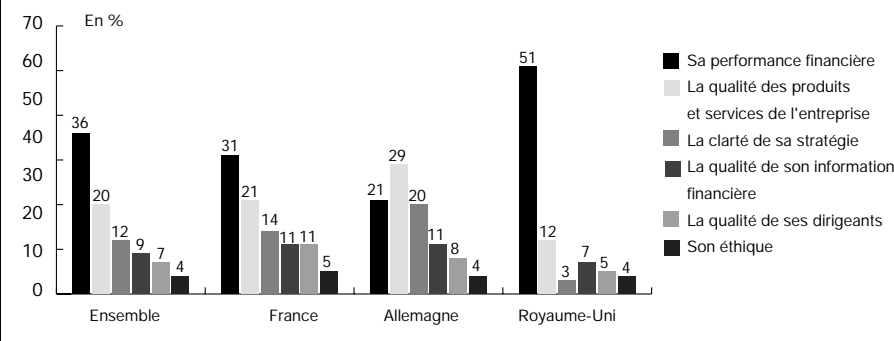
Grande-Bretagne (51 %) et, dans une moindre mesure, en France (31 %), les investisseurs individuels allemands s'attachent d'abord à la qualité des produits et des services proposés par l'entreprise (29 %). Les entreprises qui sont à la recherche de nouveaux actionnaires ne doivent donc pas faire valoir les mêmes arguments dans tous les pays.

Interrogés plus précisément sur la qualité de l'information financière, plus de la moitié (54 %) des actionnaires individuels reconnaissent qu'elle joue un

«L'actionnaire individuel européen n'existe pas encore.»

rôle très important dans la prise de décision d'achat d'actions. L'analyse des personnes déclarant qu'elle constitue un élément très important place les actionnaires Britanniques (61 %) en premier lieu, suivis des actionnaires Allemands et dans une moindre mesure des Français (39 %). Cette préoccupation se traduit par une demande plus particulière dans les trois pays étudiés : disposer d'une synthèse du rapport annuel dans sa propre langue est essentiel pour 78 % des actionnaires, les plus exigeants dans ce domaine étant les titulaires de portefeuilles de plus de 200 000 francs. D'un point de vue géographique, si cela va de soi en Grande-Bretagne (78 %), 46 %

❶ Principal critère d'achat d'actions d'une entreprise cotée



des Français et 36 % des Allemands réclament également une communication sur mesure, dans la langue de leur pays. Le tout-anglais ne fait donc pas recette partout, et particulièrement auprès des actionnaires qui placent la qualité de l'information au centre de leurs critères d'investissement.

à 74 et 70 % que la création de l'euro est une bonne chose, que pour les actionnaires Anglais, qui restent traditionnellement moins enthousiastes (39 %) ③. Par ailleurs, 51 % de l'ensemble des actionnaires européens des trois pays ont plutôt moins envie d'investir depuis six mois dans les actions de sociétés situées dans la zone euro. On peut donc constater que l'actionnaire européen, même europhile, n'est pas encore totalement rassuré et reste prudent par rapport à la conjoncture économique pour développer son portefeuille.

passer plus facilement, dans la même monnaie, des ordres sur les marchés étrangers.

Une chance pour les sociétés

La méfiance croissante des sociétés envers les investisseurs institutionnels constitue également un argument en faveur de l'émergence d'un actionariat individuel européen. Après le «massacre» récent de valeurs phares par les fonds de pension principalement américains, les sociétés cotées ont vu la volatilité de leurs valeurs dangereusement accrue. La sensibilité aux décisions de retrait de leurs souscripteurs, la dépendance envers la conjoncture extra-européenne, la concentration de capitaux importants en peu de mains constituent des facteurs d'instabilité et de fragilisation des cours. Parmi les voies qui s'offrent aux entreprises pour assurer une plus grande stabilité de leur actionariat, celle de l'investisseur individuel paraît de plus en plus intéressante. L'actionnaire domestique existe, l'actionnaire individuel européen reste, lui, à inventer.

A l'heure actuelle, les actionnaires individuels désireux d'exporter leur intention d'achat doivent se satisfaire des outils d'évaluation existants. L'apparition et le développement des indices européens (MSCI EMU, S&P Euro, DJ

② Marché domestique

Question : quelles sont, selon vous, les trois entreprises européennes qui informent le mieux leurs actionnaires

	Ensemble	France	Allemagne	Royaume-Uni
Daimler Benz	25	4	53	3
France Télécom	15	52		3
Volkswagen	9		19	3
Siemens	9	3	19	
British Telecom	9	1		31
SAP	6		14	
Deutsche Bank	6		12	2
BASF	6	1	12	1
Bayer	5		10	1
Abbey National	4			15
	100	100	100	100

Base : personnes citant au moins une entreprise

Plus simplement, l'attachement des actionnaires européens à une bonne information repose également sur l'accès à cette information. C'est ce qui ressort du Top 10 des entreprises qui, selon les personnes interrogées, informent le mieux leurs actionnaires. On constate que Français, Anglais et Allemands ne citent que leurs entreprises nationales ②, ce qui conduit à considérer que l'information financière des entreprises n'a pas encore franchi les frontières. L'apparition d'actionnaires européens semble donc également liée, pour l'avenir, à la perception véritablement européenne des entreprises dans lesquelles ils seraient susceptibles d'investir.

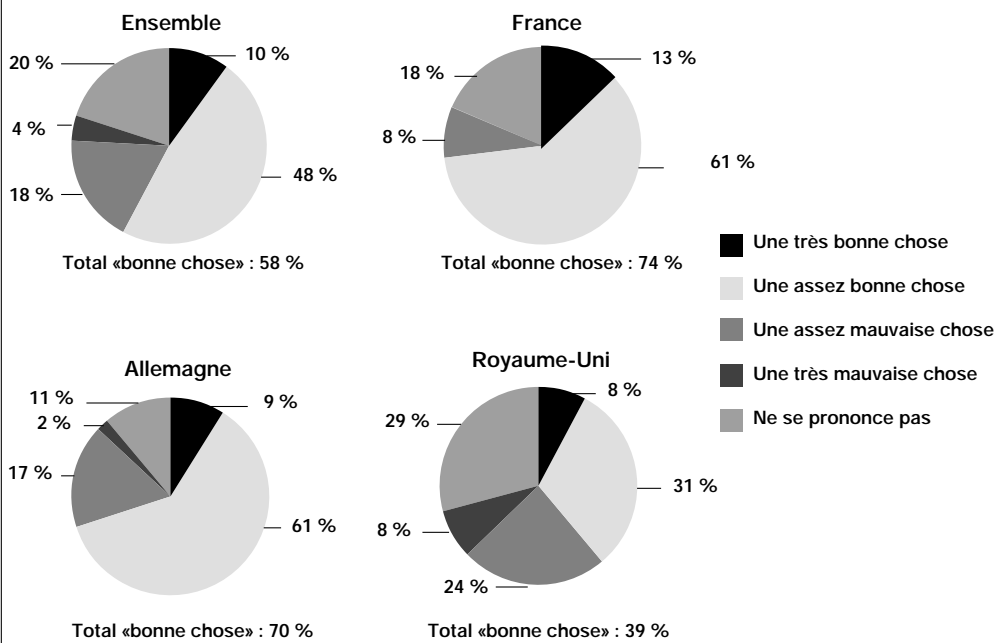
l'actionnaire individuel européen ; le contexte semble pourtant favorable à la création d'une véritable communauté de ces actionnaires. Tout d'abord l'unification des marchés européens offre désormais aux actionnaires la possibilité de

L'image positive de la monnaie unique

Concernant la conjoncture, l'engouement pour l'euro est confirmé. Celui-ci est néanmoins beaucoup plus affirmé pour les actionnaires Français et Allemands, qui considèrent

③ Image de l'euro

En tant que détenteur de valeurs mobilières, l'euro est-il pour vous...



Les chantiers comptables

Jeudi 10 juin 1999

Président de séance : **MICHEL SAVIOZ** Associé, Salustro Reydel

14 h 00 La comptabilisation des risques de crédit : application de la juste valeur, méthodes de provisionnement, recommandations du Livre blanc

• **JEAN-PIERRE BORDEREAU**, directeur des comptes, Groupe Crédit lyonnais

14 h 30 Le provisionnement des risques pays : leçons des crises récentes, question fiscale

• **YVES PERRIER**, directeur de la gestion financière, Société générale

15 h 00 Les évolutions du ratio Cooke

• **PIERRE-YVES THORAVALE**, directeur de la surveillance générale du système bancaire, Commission bancaire

15 h 30 Pause

15 h 45 La juste valeur pour les instruments financiers : point d'actualité

• **GÉRARD GIL**, directeur de la comptabilité, BNP

16 h 15 Produits dérivés : normes internationales ou voie alternative ?

• **JEAN-PAUL CAUDAL**, directeur des procédures comptables, CCF

16 h 45 Comparaisons européennes

• **ALAIN DORISON**, secrétaire général, Conseil national de la comptabilité



Euro Stoxx 50...) vont permettre aux actionnaires individuels d'accéder à un surcroît d'informations sur les valeurs européennes qui composent les indices. En outre, le développement des technologies de l'information via les réseaux Internet «popularise» de plus en plus un accès gratuit et international à une information financière de plus en plus fiable.

Un enjeu de communication

C'est donc surtout grâce à un accès rendu plus facile à une information et une communication devenues véritablement européennes que le développement de l'actionnariat européen se fera. Pour l'heure, les pratiques de communication financière diffèrent beaucoup d'un pays à l'autre : absence de normes européennes, poids des préférences et traditions nationales ou simples considérations pragmatiques, l'harmonisation des communications se fait le plus souvent dans les faits, les informations étant retraitées par les marchés. Les rapports simplifiés bilingues réclamés par la plupart des interrogés sont un indice d'une demande de communication «à la carte» qui s'impose dans cette période d'«européisation» des marchés.

«La moitié des actionnaires ont plutôt moins envie d'investir dans la zone euro.»

Ces divers éléments permettent de dessiner les contours d'une véritable stratégie de communication financière vers l'actionnariat européen : une démarche multi-locale, «*think global, act local*», qui prenne en compte précisément la spécificité des pays. La balle est clairement dans le camp des entreprises, qui doivent dans l'avenir proche adapter leur communication aux enjeux et perspectives des marchés européens. Reste pour elles à déterminer les coûts engendrés par la mise en place d'une communication financière véritablement européenne. L'avenir, mais également l'observatoire de W & Cie, se chargeront de déterminer si cette approche multi-locale ne sera qu'une phase de transition vers une communication européenne globale et intégrée, ou la caractéristique durable de la communication financière européenne. ●

Bulletin et règlement (à l'ordre de Revue Banque). Monique Souci, 18, rue La Fayette 75009 Paris, Tél. : 01 48 00 54 04, fax : 01 48 24 12 97, e-mail : souci@revue-banque.fr

SOCIÉTÉ
NOM PRÉNOM
FONCTION SERVICE
ADRESSE
Tél. Fax

Je souhaite m'inscrire à la conférence du 10 juin 1999 (Tarif : 2 351,70 francs TTC, 1 950 francs HT ou 358,51 €) De 14 H 00 à 18 H 00, à l'AFB, 18, rue La Fayette 75009 Paris

Les organisateurs se réservent le droit de modifier le programme si les circonstances les y obligent. La participation à cette journée s'inscrit dans le cadre de la formation continue (numéro d'agrément : 11-7511101-75).